



N° 2023 -BU-33

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le 23 Mars, à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MULOT, Michel MARIE (en visio), Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, Pierre TISSIER-MARLOT, David BONGARD.

Absents excusés : Jean-Paul LAMBOURG

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Pierre TISSIER-MARLOT

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 12
- Présents : 11
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 11

Envoyé en préfecture le 17/04/2023

Reçu en préfecture le 17/04/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230323-2023_BU_33-DE



Urbanisme

Modification simplifiée du PLUi du Sud Morvan

N° 2023-BU-33

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge de l'urbanisme, explique qu'en 2022, le bureau communautaire a validé un devis avec l'Atelier du Triangle. Ce dernier a été placé en redressement judiciaire le 28 octobre 2022 puis en liquidation judiciaire le 27 janvier 2023 et le travail n'avait pas encore commencé.

Nous avons demandé de nouveaux devis à Mosaïque environnement, qui a repris les salariés de l'Atelier du Triangle.

Le montant voté au bureau du 20 octobre 2022 portait sur une modification de droit commun montant de 7 020 € TTC

Après contact et discussion, il manquait des éléments en temps de travail pour des demandes au cas par cas et en numérisation. La nouvelle offre s'élève à 8 580 € TTC.

.../...

De plus, l'Etat nous a transmis des documents pour la mise à jour du PLU afin de supprimer des servitudes d'utilité publique. Là encore, il nous faut l'intervention d'un bureau d'étude afin de modifier les cartographies et s'assurer du format CNIG (obligatoire pour la publication des documents d'urbanisme sur le Géoportail de l'Urbanisme, obligation légale). Nous avons donc demandé un devis à Mosaïque environnement pour un montant de 780 € TTC

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité,

- **approuve la signature du devis pour la modification simplifiée du PLUi du Sud Morvan pour un montant de 8 580 € TTC,**
- **approuve la mise à jour du PLUi du Sud Morvan pour un montant de 780 € TTC.**

Envoyé en préfecture le 17/04/2023

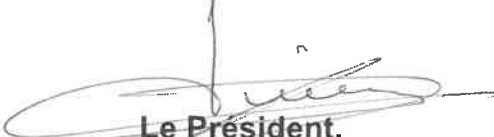
Reçu en préfecture le 17/04/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230323-2023_BU_33-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 23 Mars 2023**


**Le Président,
Serge CAILLOT.**

**Le Secrétaire de Séance,
Pierre TISSIER-MARLOT.**



Méthodologie et devis



Modification simplifiée n°1 du PLUi
de la communauté de communes
Sud Morvan (58)

Mars 2023



I - PREAMBULE

La communauté de communes du Sud Morvan a approuvé son Plan Local d'Urbanisme par délibération le 14 Décembre 2016. A partir de cette date, le PLU n'a fait l'objet d'aucune procédure particulière.

Depuis, il est apparu nécessaire de faire évoluer ce document sur plusieurs points afin de tenir compte de la réalisation de projets assez avancés. Cette procédure doit être aussi l'occasion d'apporter des améliorations au niveau de la forme du document.

2 – LES EVOLUTIONS ENVISAGEES

1°/ La création d'une zone Npv pour le développement d'un projet d'agriphotovoltaïsme

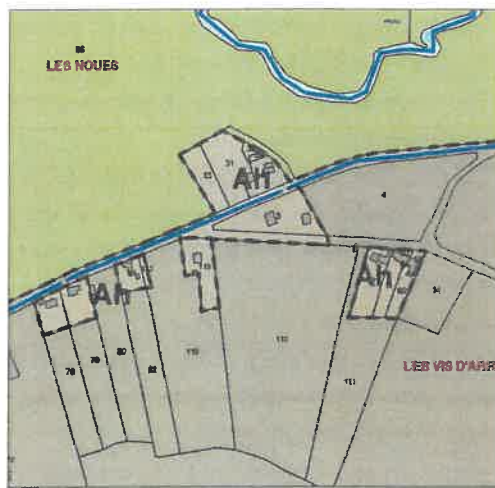
Actuellement, il existe un projet de création d'un parc d'agriphotovoltaïsme au sein de la Communauté de Communes Sud Morvan dont le permis de construire a été accepté. En ce sens, il sera nécessaire de créer un sous-secteur de la zone N, nommé Npv, pour permettre le développement de ce projet et d'obtenir, pour le porteur, un tarif garanti.

La justification de cette modification s'appuiera sur le dossier fourni par le porteur de projet afin de déterminer précisément le périmètre du secteur, particulièrement sur ce qu'il sera nécessaire d'autoriser en terme de densité d'implantation et de hauteur.

Une évaluation environnementale ayant été faite, nous nous appuierons dessus pour démontrer, à la MRAE, la maîtrise des incidences sur l'environnement.

2°/ Permettre le développement d'activités en zone Agricole

Ici, les élus souhaitent permettre le développement de diverses activités sur le territoire qui ne le peuvent pas actuellement avec le plan de zonage établi. Il s'agit d'un point qui n'avait pas été pris en compte lors de l'élaboration du PLUi en 2011. En ce sens, il sera nécessaire d'établir des secteurs de STECAL (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée), après analyse des divers projets, pour, ainsi, permettre à ces dernières de pouvoir se développer et participer au développement économique du territoire.



Les évolutions envisagées pourraient entrer dans le champ d'une **modification dans la mesure où :**

- elles ne touchent pas au PADD
- elles ne diminuent pas de zone A ou N,
- elles ne touchent pas à une mesure de protection environnementale ou paysagère ou à une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

Cette évolution entre dans le champ d'une **modification simplifiée** dans la mesure où elle ne majore pas plus de 20% les possibilités de construction résultant dans une zone de l'application de l'ensemble des règles du plan.



3 - METHODOLOGIE

Ia – PROCEDURE POUR LA MODIFICATION

Une modification de PLU...

Dans la mesure où les évolutions prévues du PLU (évolution du règlement et accès aux parcelles enclavées) n'ont pas vocation à :

« 1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance. »

(article L153-31)

...elles ne relèvent pas d'une procédure de révision du PLU et ce projet peut s'inscrire dans le cadre de l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme qui stipule :

« Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions. »

Selon l'article L153-37

« La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification. »

... sans enquête publique

Cette modification n'ayant pas pour effet de « majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan », elle peut être effectuée selon une procédure de modification simplifiée.

Elle ne fera donc pas l'objet d'une procédure avec enquête publique.

Demande au cas par cas

En accord avec le décret du 13 octobre 2021, une demande au « cas par cas » devra être faite auprès de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) pour savoir si la modification est soumise, ou non, à évaluation environnementale.

La MRAE dispose de deux mois pour faire connaître sa décision.

Notification, et approbation

Après examen du rapport de la MRAE et des avis des personnes publiques associées (PPA), le conseil municipal pourra délibérer pour approuver la modification simplifiée du PLU.



3 - METHODOLOGIE

Ib - DEROULEMENT DE LA MISSION Modification

Pour mener à bien cette étude, nous proposons de suivre une démarche en trois phases.

Phase I – Réalisation du dossier de modification

Le bureau d'étude Mosaïque Environnement établira une première proposition de modification du PLU qui exposera les évolutions proposées sur les deux sujets évoqués.

- 1°/ Création d'un sous-secteur de la zone N, Npv
- 2°/ Création de **STECAL** permettant le développement des activités en zone A

Ces éléments seront présentés lors d'une réunion avec les élus afin de vérifier l'adéquation de nos propositions avec leur attente et de valider le choix des thèmes de la modification.

Réunion 1 – Premières propositions de modification

Sur la base des retours de la collectivité suite à la réunion, les points retenus pour la modification seront validés. A partir de cela, **nous rédigerons l'arrêté de prescription de la procédure pour le conseil municipal.**

Le dossier de modification sera alors formalisé, il comprendra l'ensemble des pièces réglementaires nécessitant d'être modifiées :

- L'additif au rapport de présentation,
- Le nouveau règlement écrit et graphique

Le montage du dossier complet permettra d'analyser les incidences de la modification sur l'environnement.

Réunion 2 – Validation du dossier

Consultation de l'Autorité Environnementale

Le dossier sera transmis à la MRAE pour demande au « cas par cas ».

Le bureau d'étude Mosaïque Environnement préparera le formulaire de demande « cas par cas » à envoyer à la MRAE avec le dossier pour connaître sa décision sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale (cet envoi doit être fait par la collectivité par courrier électronique).

La MRAE a deux mois pour faire connaître son avis.

Si la MRAE indique que le dossier n'est pas soumis à évaluation environnementale, alors il pourra être notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA),

*Nota: dans le cas où la MRAE demanderait la réalisation d'une évaluation environnementale, il conviendrait de faire appel à une BE spécialisé en environnement. La procédure sera alors augmentée d'environ 5 mois (2 mois pour formaliser l'évaluation environnementale et 3 mois d'avis de la MRAE)
Il conviendrait aussi d'organiser une concertation.*



3 - METHODOLOGIE

Ib - DEROULEMENT DE LA MISSION Modification

Phase 2 : Notification

Le dossier sera notifié par la collectivité aux Personnes Publiques Associées (PPA) prévues à l'article L132-7 et L132-9.

Pour cela, nous établirons la liste des PPA auxquelles notifier le dossier de modification ainsi que la notice de présentation R123-8-2.

Phase 3 – Mise au point du dossier d'approbation

Il s'agira de prendre en compte les éventuelles corrections à apporter en fonction des avis des PPA.

Sur la base des décisions prises par la commune, le bureau d'étude Mosaique Environnement réalisera le dossier de modification pour approbation qui sera présenté en conseil municipal.

RENDU DE L'ÉTUDE :

Ce dossier sera remis en 1 exemplaire papier, et un exemplaire informatique clé USB, comportant les pièces sous format pdf, mais aussi en format modifiable.

Il est aussi prévu la numérisation de la modification en format CNIG.



4 - FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPE

UN CHEF DE PROJET

Nous vous proposons des moyens humains adaptés à chaque phase de la mission. La taille de notre équipe est en effet en adéquation avec les besoins que nous avons identifiés. **Nous sommes ainsi en capacité de vous offrir pour cette mission une expérience garante à la fois de la bonne fin de l'étude et d'une adaptation à vos besoins.**

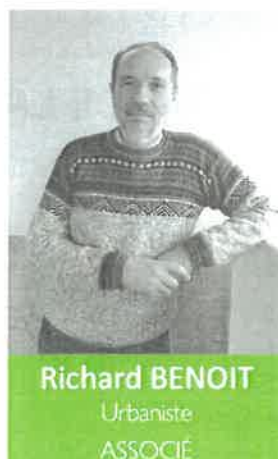
C'est une **équipe** qui regroupe des compétences en **Environnement, Urbanisme et SIG**. Vous pourrez apprécier la qualité, l'expertise, la diversité des compétences de cette équipe complémentaire.

L'équipe que nous vous proposons **a une très bonne connaissance des procédures d'urbanisme** à l'échelle communale et intercommunale. Elle dispose aussi d'une bonne connaissance du territoire acquise par l'intermédiaire des missions réalisées sur le territoire ou à proximité.



Solveig CHANTEUX

Cogérante
Cofondatrice de la
SCOP



Richard BENOIT
Urbaniste
ASSOCIÉ



Etienne
POULACHON
Urbaniste



Envoyé en préfecture le 17/04/2023

Reçu en préfecture le 17/04/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230323-2023_BU_33-DE

S²LOW

COÛT DE L'ETUDE

	MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT	
	Nombre de jours	Coût H.T. (euros)
Coût unitaire	1	650,00
MODIFICATION		
Phase 1 - Réalisation du dossier de modification		
Réalisation de l'additif au rapport de présentation (y compris nouveaux points issus de l'analyse de l'application du plan.	2	1300,00
Réunion 1 - Correction de l'additif au rapport de présentation	0,75	487,50
Arrêté de prescription et délibération pour modalités de disposition	0,25	162,50
Montage du dossier	1	650,00
Réunion 2 - Validation du dossier	0,5	325,00
Formulaire "cas par cas" et finalisation du dossier	1	650,00
	5,5	3 575,00
Phase 2 - Approbation		
Mise au point du dossier d'approbation + délibération	1,5	975,00
Numérisation du dossier au format CNIG (y compris échange pour vérification avec le Géoportail)	3	1950,00
	4,5	2 925,00
Temps total (jours)	10	
TOTAL H.T. (euros)	6 500,00	
COUT TOTAL DE LA MISSION		
TOTAL H.T. (euros)	6 500,00	
TVA (20% - montant en euros)	1 300,00	
TOTAL T.T.C (euros)	7 800,00	
Option		
Réunion optionnelle : Concertation DDT/Communauté de communes/communes	1	650,00
COUT TOTAL DE LA MISSION AVEC OPTION		
TOTAL H.T. (euros)	7 150,00	
TVA (20% - montant en euros)	1 430,00	
TOTAL T.T.C (euros)	8 580,00	

La numérisation comprend 2 jours pour les procédures de Mise à jour (0,5j par commune) et 1 jour pour la procédure de Modification simplifiée.

PLANNING DE LA MODIFICATION

PHASE 1	Montage du dossier	Mars 2023 – Avril 2023
PHASE 2	Demande cas par cas	Mai 2023 – Juin 2023
PHASE 3	Notification	Avril 2023
	Mise à disposition	Septembre 2023
	Approbation	Octobre 2023
	Numérisation CNIG	Octobre – Novembre 2023



Bon pour accord, le 13/03/2023
Le Président de la
Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Serge CAILLOT



EN CONCLUSION

Nous sélectionner c'est choisir ...

...
une équipe
d'experts sur
des
thématiques
transversales
(biodiversité,
énergie climat,
aménagement,
évaluation)

aux
compétences
reconnues
dans ces
domaines et
qui
connaissent le
territoire

...
qui bénéficie
d'une
expérience de
plus de 20 ans
sur l'évaluation
des documents
d'urbanisme

...
au sein d'
entreprises
stables et
implantées
localement
...

...
qui réalise un
travail de
qualité et porte
des valeurs
environnemen-
tales et sociales
fortes.



Renseignements complémentaires

Agence Mosaïque Environnement
111, rue du 1er Mars 1943
69100 Villeurbanne
Tel : 04 78 03 18 18

agence@mosaique-environnement.com
www.mosaique-environnement.com





Méthodologie et devis



Mise à jour du PLUi
de la communauté de communes
Sud Morvan (58)

Mars 2023



I - PREAMBULE

Par courrier en date du 12 Décembre 2022, monsieur le Préfet de la Nièvre a transmis à la communauté de communes Sud Morvan l'arrêté préfectoral instituant l'abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles institués au profit de France Telecom devenue Orange.

2 – LES EVOLUTIONS ENVISAGEES

1°/ Suppression de servitudes d'utilité publique de télécommunication

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} Mars 2021 portant abrogation des décrets fixant des servitudes radioélectriques de protection contre les perturbations électromagnétiques et des servitudes radioélectriques de protection contre les obstacles, il apparaît nécessaire de faire évoluer la liste des servitudes d'utilité publique annexée au PLUi de la communauté de communes Sud Morvan.

L'abrogation de cette servitude, sur les communes concernées, notamment Maux, Sermages, Moulins-Engilbert et Villapourçon, rentre dans le cadre d'une procédure de **mise à jour** du PLU.



3 - METHODOLOGIE

PROCEDURE POUR LA MISE A JOUR

Une mise à jour de PLU...

La procédure de mise à jour du PLU est définie par les Articles R163-10 et R163-8 du Code de l'Urbanisme.

« Les servitudes mentionnées à l'article sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'Etat au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. Ceux-ci les annexent sans délai par arrêté à la carte communale. A défaut, l'autorité administrative compétente de l'Etat est tenue de mettre le maire ou le président de l'établissement public compétent en demeure d'annexer à la carte communale les servitudes mentionnées au premier alinéa. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, l'autorité administrative compétente de l'Etat y procède d'office. »

« La mise à jour de la carte communale est effectuée chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes prévu à l'article , et notamment le report en annexe de la carte communale des servitudes d'utilité publique mentionnées au même article. La direction départementale ou, le cas échéant, régionale des finances publiques reçoit communication, à l'initiative du maire ou du président de l'établissement public compétent, de l'annexe de la carte communale consacrée aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol.

Un arrêté du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du maire constate dans chaque cas qu'il a été procédé à la mise à jour de la carte communale. Les arrêtés mentionnés à l'alinéa précédent, ou l'arrêté du préfet dans le cas mentionné au deuxième alinéa de l'article , sont affichés pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. »

Concrètement, elle se déroulera comme suit :

- 1°/ Etablissement de la nouvelle annexe « Liste des servitudes d'utilité publique » et reprise du plan
- 2°/ Arrêté du Maire constatant la mise à jour du Plan Local d'Urbanisme
- 3°/ Transmission de l'arrêté et de la nouvelle annexe au préfet



3 - FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPE

UN CHEF DE PROJET

Nous vous proposons des moyens humains adaptés à chaque phase de la mission. La taille de notre équipe est en effet en adéquation avec les besoins que nous avons identifiés. **Nous sommes ainsi en capacité de vous offrir pour cette mission une expérience garante à la fois de la bonne fin de l'étude et d'une adaptation à vos besoins.**

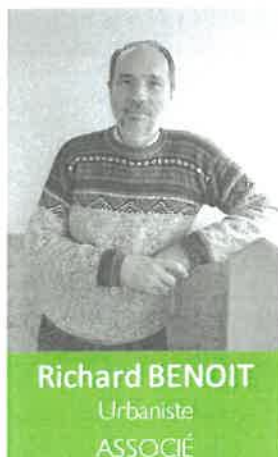
C'est une **équipe** qui regroupe des compétences en **Environnement, Urbanisme et SIG**. Vous pourrez apprécier la qualité, l'expertise, la diversité des compétences de cette équipe complémentaire.

L'équipe que nous vous proposons **a une très bonne connaissance des procédures d'urbanisme** à l'échelle communale et intercommunale. Elle dispose aussi d'une bonne connaissance du territoire acquise par l'intermédiaire des missions réalisées sur le territoire ou à proximité.

L'équipe opérationnelle est organisée autour d'un **chef de projet**, qui conduit l'ensemble des réunions, recueille les questions des élus et s'appuie sur l'équipe selon les compétences à mobiliser.



Solveig CHANTEUX
Cogérante
Cofondatrice de la
SCOP



Richard BENOIT
Urbaniste
ASSOCIÉ



Etienne POULACHON
Urbaniste



COÛT DE L'ETUDE

Envoyé en préfecture le 17/04/2023
Reçu en préfecture le 17/04/2023
Publié le
ID : 058-200067882-20230323-2023_BU_33-DE



	MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT	
	Nombre de jours	Coût H.T. (€uros)
Cout unitaire	1	650,00€
MISE A JOUR		
Phase 1 - Réalisation du dossier		
Formalisation du dossier et accompagnement	1	650,00€
Temps total (jours)	1	
TOTAL H.T. (€uros)		650,00€
COUT TOTAL DE LA MISSION		
TOTAL H.T. (€uros)		650,00€
TVA (20% - montant en €uros)		130,00 €
TOTAL T.T.C. (€uros)		780,00€

Soit un devis arrêté à hauteur de : 650,00 €uros HT, soit 780,00 €uros TTC.

La numérisation (0,5 jour par commune, soit 2 jours pour les 4 communes concernées) est comprise dans l'offre de la modification simplifiée liée à la création d'un secteur Npv et le passage d'une zone Ah en a pour permettre le développement d'une activité.

DELAIS DE LA MISE A JOUR

Réalisation du dossier de mise à jour et numérisation au mois de Décembre 2023, en lien avec la procédure de modification simplifiée.

Bon pour accord, le 23/03/2023
Le Président de la
Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Serge CAILLOT





EN CONCLUSION

Nous sélectionner c'est choisir ...

...
une équipe
d'experts sur
des
thématiques
transversales
(biodiversité,
énergie climat,
aménagement,
évaluation)

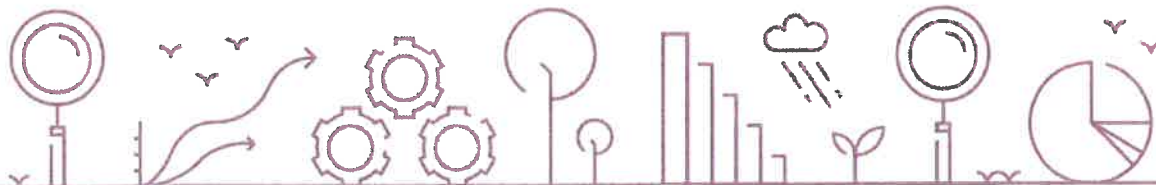
aux
compétences
reconnues
dans ces
domaines et
qui
connaissent le
territoire



...
qui bénéficie
d'une
expérience de
plus de 20 ans
sur l'évaluation
des documents
d'urbanisme

...
au sein d'
entreprises
stables et
implantées
localement
...

...
qui réalise un
travail de
qualité et porte
des valeurs
environnementales et sociales
fortes.



Renseignements complémentaires

Agence Mosaïque Environnement
111, rue du 1er Mars 1943
69100 Villeurbanne
Tel : 04 78 03 18 18

agence@mosaïque-environnement.com
www.mosaïque-environnement.com

